Défense 2ème chance: 100 000 000 d'euros pour rien

19/05/2008 à 23h06
Les jeunes en difficulté bénéficiant du programme "Défense deuxième chance" devaient être 20.000 en 2007, avaient promis Jacques Chirac, Dominique de Villepin et Michèle Alliot-Marie, lors du lancement de ce dispositif d'aide sociale à l'été 2005. On était alors très sceptique sur ces chiffres. On n'a pas eu tort. Selon le rapport du sénateur François Trucy (UMP, Var) consacré à "la défense et l'insertion des jeunes", publié aujourd'hui, "on constate que le nombre de volontaires accueillis n'atteint pas, en 2007, le nombre de 2000 jeunes". Dix fois moins qu'annoncé. Selon les prévisions actuelles, ils seront 6000 en 2011… à condition que l'on trouve assez de volontaires.

Le bilan de l'EPIDe (Etablissement public d'insertion de la défense) est plutôt maigre pour un budget annuel d'environ 100 millions d'euros – qui n'est pas à la charge du ministère de la Défense. Selon les derniers chiffres disponibles, datant de février 2008, à peine 2465 jeunes ont été incorporés dans les seize centres ouverts. Sur ces 2465, 534 sont restés moins d'un mois, soit qu'ils aient démissionné ou été exclus. Sur les 1931 jeunes restants, seuls 725 ont trouvés un emploi (CDI, CDD, intérim, contrat d'apprentissage, etc) ou une formation qualifiante, au terme de leur passage par l'Epide. Soit un taux de réussite de 30%.

Le même rapport se penche également sur le service militaire adapté (SMA), qui n'existe qu'outre-mer. Il s'agit, estime le sénateur Trucy, d'"un outil d'insertion indispensable qui doit être protégé".

source
(Merci à Furet)